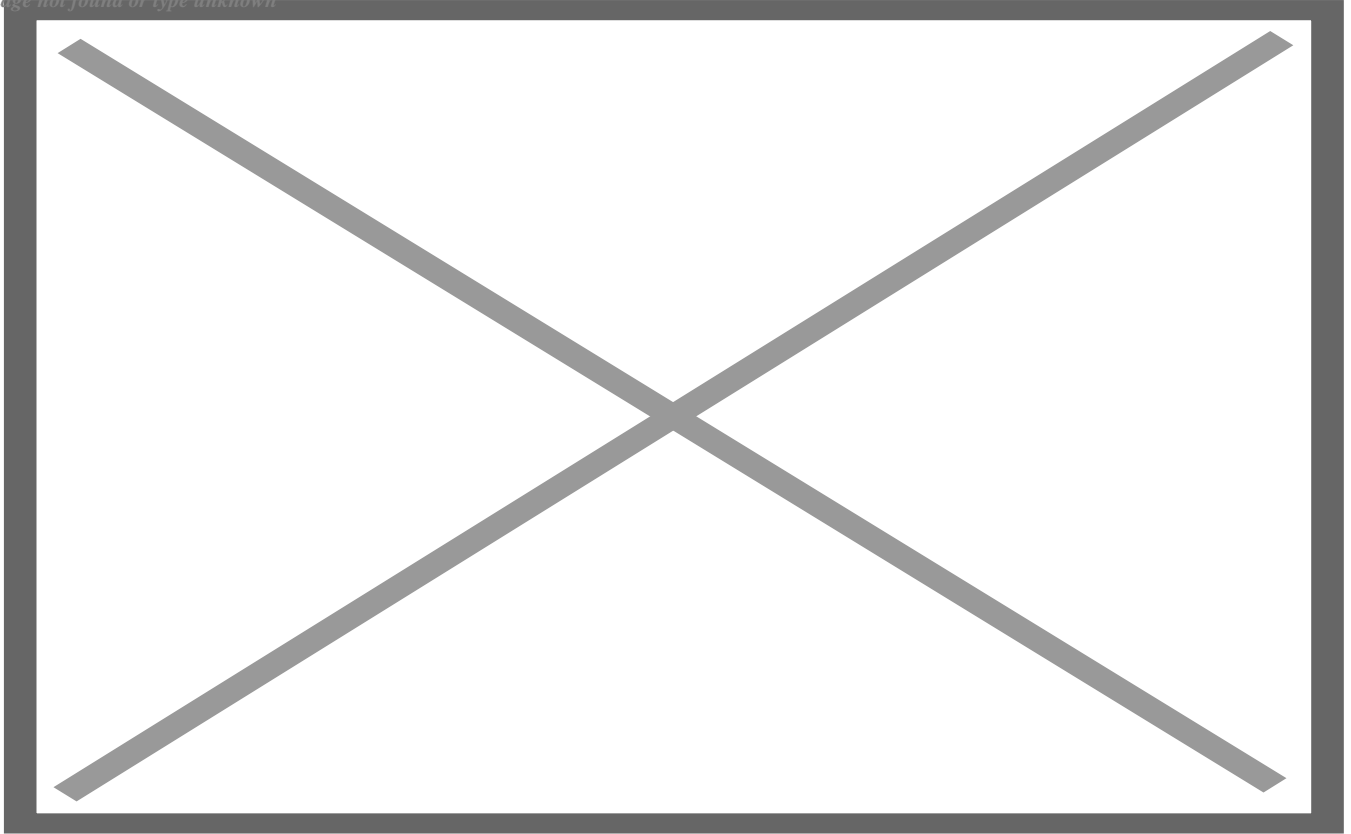


Crimes sous la dictature

Image not found or type unknown



par Guillermo Alvarado

La dictature militaire chilienne, dirigée par le général Augusto Pinochet, qui a gouverné ce pays d'Amérique du Sud dans le sang et à feu et à sang entre 1973 et 1990, outre sa pratique quotidienne du terrorisme d'État contre la population, s'est rendue coupable d'autres crimes horribles peu connus.

Bien qu'il existe des traces de cas à partir des années 1960, c'est après le coup d'État sanglant contre le président de l'Unité populaire Salvador Allende que les adoptions illégales d'enfants nés dans les hôpitaux publics se sont accélérées.

Cela ne s'est pas produit parce que les parents des enfants ont volontairement décidé de les confier à des familles américaines ou européennes, loin de là. En réalité, il s'agit de l'enlèvement de nouveau-nés à des mères disposant de peu de ressources ou d'un faible niveau d'éducation.

Sara Emilia Díaz, l'une des femmes à qui l'on a volé son bébé, a raconté cette histoire : elle s'est rendue à l'hôpital Barros Luco de la capitale pour accoucher de son premier enfant alors qu'elle n'avait que 16

ans.

Après l'accouchement, on lui a annoncé que son bébé était mort-né et on lui a administré un puissant sédatif pour qu'elle reste endormie jusqu'au lendemain.

Lorsqu'elle a réclamé le corps de son fils pour l'enterrer, on lui a dit qu'il était destiné à des études et lorsqu'elle a insisté, "quelqu'un" lui a conseillé de ne pas en demander davantage "parce que cela pourrait être très mauvais pour elle". Nous sommes en 1974 et les crimes d'Etat sont à l'ordre du jour.

L'espoir est revenu dans le corps de Sara Emilia lorsqu'elle a rencontré le groupe Hijos y Madres del Silencio (HMS), qui, en dix ans, a réussi à identifier, sans aucune aide de l'État, plus de 300 enfants qui avaient été volés et donnés en adoption irrégulière.

Selon les estimations des organisations créées pour enquêter sur ces événements, quelque 20 000 enfants ont été volés sous le régime de Pinochet et confiés à des familles étrangères en échange de beaucoup d'argent.

De nombreux membres du gouvernement putschiste ou leurs proches, ainsi que des médecins, des infirmières, des ecclésiastiques et des avocats, ont été impliqués dans cette opération louche.

Le ministre chilien de la justice, Luis Cordero, a reconnu qu'au cours des 50 dernières années, aucun gouvernement n'avait été confronté à ce défi et que ce n'est que maintenant que des mécanismes juridiques et technologiques sont mis en place pour retrouver les enfants volés à leurs vrais parents.

Une nouveauté à cet égard est l'utilisation de l'intelligence artificielle pour tenter d'obtenir une image actuelle des bébés volés sur la base du matériel génétique de leurs parents, mais la tâche sera lente et laborieuse.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/349045-crimes-sous-la-dictature>



Radio Habana Cuba